

Gouvernement :

Sacrifiés mais libérés

«Vous serez jugés à vos résultats.» **Lourde responsabilité sur les épaules des membres du gouvernement de Sidi Mohamed Ould Boubacar, chargés d'expérimenter la phase cruciale de transition en Mauritanie.**

À part que la plupart des ministres ont été recrutés dans le sérail PRDS, et que l'échiquier tayiste a été plus ou moins maintenu, on peut retenir que la technicité a été déterminante dans les nominations intervenues le 10 août dernier... Comme par souci de «l'homme qu'il faut à la place qu'il faut», les ministres ont été choisis pour diriger des départements dont ils sont issus, du moins pour la plupart d'entre eux.

Les locomotives

Mahfoudh Ould Bettah se voit confier le portefeuille de la Justice. Plusieurs fois bâtonnier de l'ONA, l'homme s'est fait remarquer par son refus de tremper dans la sauce du système déchu, un système qui lui en voudra jusqu'à aller au triquage des élections au sein du barreau en 2002. Ce qui aura pour conséquence l'élection d'un ordre fantôme sans reconnaissance internationale...

Interdit de prôner trois ans durant, ce chantre de la justice est l'un des éléments clés de l'équipe gouvernementale issue du mouvement du 3 août.

Déjà comme bâtonnier et en collaboration avec l'association Initiative civique, Mahfoudh Ould Bettah fait partie des auteurs - dès le début des années 90 - d'un document sur la réforme de la justice. Ce document qui constitue une référence essentielle pour les bailleurs de fonds qui acceptent de financer l'assainissement du secteur, sera un atout avec lequel Ould Bettah peut compter pour relever deux grands défis dans la gestion de son département dans un délai de deux ans. Pour cela, il devra s'atteler à assainir le secteur en veillant à la promotion des compétences, à l'élimination du clientélisme, du tribalisme et de la corruption qui gangrèneront la machine, et surtout à rendre effectif l'indépendance de la justice. À côté de ce défi, il y a le besoin pressant de promotion des droits civiques. Ce qui suppose un ministère public capable de «désintoxiquer» la police et tous les corps devenus au fil du temps une source de frayeurs pour le citoyen plutôt qu'un gage de sécurité et de paix. S'il parvient à relever ces deux défis majeurs,

Mahfoudh Ould Bettah aura rempli une mission essentielle: «de respect du citoyen et de son intégrité».

Un autre choix judicieux est perçu par l'opinion dans la nomination de Mohamed Ould Abed au Ministère des affaires économiques et du développement. Ce cadre qui était pressenti pour d'autres fonctions, a répondu à l'appel pour diriger un département qu'il connaît pour y avoir servi. Fort des bonnes impressions et de l'appréciation des bailleurs de fonds ainsi que de ses collègues il devra gérer la transition avec assurance...

Ba Ibrahima Demba est un troisième ministre «locomotive». Ce brillant ingénieur et administrateur vient de Mauriel qu'il était censé redresser. Il débarque au département de l'équipement et des transports. Son sens du travail, son intégrité lui permettront de gérer efficacement les dossiers les plus brûlants du secteur, entre autres la question de la libéralisation du secteur des transports routiers qui avait fait l'objet d'une journée de réflexion houleuse quelques semaines avant le renversement de Ould Taya. Tout comme Ould Bettah et Ould Abed, Ba Ibrahima Demba jouit d'une réputation de probité justifiant la confiance placée en lui par les nouvelles autorités.

C'est à Mohamed Ali Ould Sidi Mohamed qu'échoit le Ministère de l'énergie et du pétrole. Présenté comme un brillant ingénieur, il passe de la SOMELEC dont il était le directeur depuis quelques mois aux commandes d'un ministère très sensible eu égard à toutes les controverses liées à la gestion de son prédécesseur Zeidane Ould Hameyda. Sa mission sera d'abord d'assainir les relations du département avec les partenaires et opérateurs, puis la gestion et enfin clarifier le restant (pour ne pas dire l'existant). Communiquer, gérer de façon transparente, tout le prédispose à le faire...

«Bons, mais...»

L'homme qui devra diriger la diplomatie mauritanienne n'est autre que Ahmed Ould Sid' Ahmed. Artisan - sous Taya - de l'élevation des relations avec Israël au rang d'ambassade, Ould Sid' Ahmed appartient à l'espace culturel «guidi» connu dans le milieu maure pour le sens de la mesure dans le discours. Diplomate chevronné, il a été plusieurs fois ambassadeur (Bruxelles, Dakar Washington). Comme nouveau ministre des Affaires étrangères, cet ancien serviteur de Taya aura à

user de son expérience pour faire accepter à ses partenaires, l'image d'un pays placé dans la parenthèse militaire.

Le ministère de l'intérieur est confié aux bons soins d'un ancien préfet. Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine est un administrateur civil. Il se trouve être le frère du Wali «mystérieusement» disparu entre Nouadhibou et Zouérate au lendemain des présidentielles de janvier 92. Fort d'un atout professionnel : son expérience en tant qu'élément du secteur et d'un atout social : son appartenance à la confrérie El Ghouth de Boumeida, Ould Mohamed Lemine pourra sans doute mener le navire à bon port. Son principal défi : la réussite d'un processus électoral transparent. Mission délicate pour un homme qui jusque-là était dans les rouages du système déchu.

De son côté Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya, devient ministre des finances. Longtemps directeur du plan au MAED, il a été ministre de ce département jusqu'en 2004. Son profil correspond au secteur qui vient de lui être confié d'autant plus qu'il vient du FADES. Son handicap : avoir servi sous Me Sghaer Ould M'barek...

Abdi Ould Horma, ex-directeur des collectivités locales, ex-préfet est nommé secrétaire d'état à l'état-civil. Délicate mission tout comme celle du MIPT pour cet homme issu lui aussi du système Taya. On le présente cependant comme bien indiqué pour la tâche qui l'attend étant donné son appartenance au secteur du ministère de l'intérieur et sa parfaite connaissance des rouages administratifs.

La lutte contre l'analphabétisme qui a résisté au soubresaut revient aux bons soins de Yahya Ould. Sidi El Moustaphi qui fut plusieurs fois Wali. Reste à savoir avec quelles méthodes nouvelles, il va s'y prendre pour faire passer le message que O. Abdellahi O. Boyye portait au nom de O. Taya, il y a encore quelques semaines.

Une femme pour diriger le ministère de la culture de la jeunesse et des sports. Mehla Mint Ahmed, militante de la Société civile, était fonctionnaire au ministère des affaires étrangères. Le changement lui porte bonheur en même temps qu'à son mari Abdallahi O. Cheikh O. Jiddou qui pour sa part est nommé commandant du 2ème BC en remplacement de O. Vayde.

Inconnus du grand public...

L'équipe de O. Boubacar a ceci de particulier qui constitue une rupture



Sidi Mohamed Ould Boubacar, Premier ministre du gouvernement de transition (Photo archive)

avec les pratiques de l'ancien système. Plusieurs professeurs d'université se sont vus confier des portefeuilles ministériels. Ainsi, le Ministère de la santé et celui de la fonction publique sont confiés respectivement à Saadna O. Baheida et Mohamed O. Diega. Qui sont tous deux professeurs d'université.

Un professeur d'université pour s'occuper du tout nouveau ministère de l'enseignement supérieur : Nagi O. Mohamed, qui a été longtemps directeur des archives nationales, inaugure ainsi l'une des deux tranches de la poire de l'éducation tandis que la seconde, le ministère de l'enseignement fondamental et secondaire, tombe sous la supervision de Cheikh Ahmed O. Sid' Ahmed ex directeur des ressources humaines. On aimerait bien savoir la portée de cette scission de la machine de l'éducation. Ce système tentaculaire avec beaucoup de petits chefs...

C'est à Ely Ould Ahmedou qu'il revient de diriger le ministère de l'hydraulique. Ingénieur et vétérinaire, il est issu du secteur du développement rural. Quant à Gandéga Sily, jusque là inconnu lui aussi, il prend les rennes du Ministère du développement rural.

Le Ministère du Commerce, de l'artisanat et du tourisme revient à un autre inconnu. Ba Abderrahmane est un cadre du Ministère des affaires étrangères. Ressortissant de Ould Yangé, il se voit confier la nouvelle destinée d'un ministère non moins important.

Tout comme le secteur de la lutte contre l'analphabétisme, le secrétariat d'état aux nouvelles technologies a résisté au changement. Ce secteur qui est marqué surtout par l'emprise de l'ancien Président a toujours été la chasse gardée des femmes. Une manière de veiller à la promotion de la femme. Après Boutrighta del'ère Taya, Moñiana Deyna Sow prend en charge les NTIC. Cadre de la

BCM, titulaire d'un BTS, saura-t-elle mieux les gérer?

Le secrétariat d'état à la condition féminine est confié à Nebghouha Mint Tlamid, une fédérale du PRDS de la deuxième région de Nouakchott. Comptable au ministère de l'intérieur, elle est la cinquième personne issue de ce département si l'on compte le colonel Eli Ould Mohamed Val qui était directeur de la sûreté.

Quant au ministère de la pêche et de l'économie maritime, c'est à un ancien directeur de la pêche industriel le qu'il revient de veiller à sa bonne marche. Sidi Mohamed O. Sidina a occupé de hautes fonctions dans ce département qu'il connaît normalement bien.

Le ministre de la communication du gouvernement de transition est issu du ministère du commerce et de l'artisanat où il a été longtemps conseiller. Il hérite ainsi d'un département qui n'avait jusque-là comme rôle essentiel que de rapporter devant la presse les communiqués du conseil des ministres de O. Taya. Va-t-il perpétuer la tradition de Hammoud ? Sera-t-il un diseur des «awjihat essamiya» lui aussi ou bien va-t-il s'atteler au travail avec une meilleure méthode ?

Le gouvernement de transition qui vient de prendre en charge les affaires courantes du pays sous l'œil vigilant d'un Conseil Militaire et d'une classe politique aux aguets est certainement le Cobaye d'une phase importante de l'histoire de ce pays. Ses membres seront-ils en mesure de consacrer le désir de rupture avec les pratiques néfastes auxquelles leurs prédécesseurs ont été habitués ? En tout cas le président du CMDJ leur a clairement expliqué leur mission et leurs devoirs. Tout comme son Premier ministre.

Kissima Diagana